

RAPPORT 2020 SUR
LA PAUVRETÉ ET LA
PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

REVERS DE FORTUNE



RAPPORT 2020 SUR LA PAUVRETÉ ET LA PROSPÉRITÉ PARTAGÉE REVERS DE FORTUNE



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Vue d'ensemble

Après un recul régulier de l'extrême pauvreté dans le monde pendant près d'un quart de siècle, la lutte contre la pauvreté enregistre aujourd'hui sa pire régression. Le Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée présente des données et des analyses nouvelles sur les causes et les conséquences de ce bond en arrière et recense les principes stratégiques que les pays peuvent adopter pour y remédier. Le rapport présente de nouvelles estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 (coronavirus) sur la pauvreté et le partage de la prospérité dans le monde. Les nouvelles données tirées d'enquêtes auprès d'intervenants de première ligne et de simulations économiques montrent que les populations déjà pauvres et vulnérables sont les premières victimes des suppressions d'emploi et du marasme causés par la pandémie à travers le monde, qui modifie également en partie le profil de la pauvreté dans le monde en créant des millions de « nouveaux pauvres ». Les analyses inédites présentées dans le rapport montrent que les nouveaux pauvres sont plus urbanisés, mieux éduqués et moins susceptibles de travailler dans le secteur agricole que ceux qui vivaient dans l'extrême pauvreté avant la pandémie. Ces résultats sont importants pour définir des politiques visant à protéger la vie et les moyens de subsistance. Le rapport examine certains éléments qui attestent déjà que la pandémie creuse les écarts de revenu, au risque de compromettre les chances d'une reprise et d'une croissance économiques sans exclus. Il montre que certains pays mettent en place des mesures souples et

adaptées pour sortir de la crise et protéger les plus vulnérables tout en favorisant une reprise durable.

Le Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée analyse trois facteurs dont la conjonction alimente la crise actuelle et prolongera son impact à l'avenir : une pandémie (celle de COVID-19 et la récession économique mondiale qui l'accompagne, qui inversent rapidement les tendances à la réduction de la pauvreté), des conflits violents (dont les effets se sont progressivement intensifiés ces dernières années) et le changement climatique (un risque qui s'accroît lentement et pourrait faire basculer des millions de personnes dans la pauvreté). Selon les estimations révisées présentées dans le rapport, la pandémie pourrait faire basculer près de 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020. Les conflits armés aggravent également la pauvreté dans certains pays et régions. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, par exemple, les taux d'extrême pauvreté ont quasiment doublé entre 2015 et 2018, passant de 3,8 % à 7,2 % sous l'effet des conflits en Syrie et au Yémen. Le rapport présente de nouvelles études qui mettent en lumière l'appauvrissement persistant causé par les conflits et propose des mesures prioritaires de prévention et d'atténuation. Selon les nouvelles études réalisées pour le rapport, 132 millions de personnes pourraient basculer dans la pauvreté d'ici à 2030 sous les multiples effets du changement climatique. Bien que les pires effets économiques et sociaux restent encore à venir, dans certains cas la pauvreté est déjà étroitement liée à la

vulnérabilité aux risques climatiques tels que les inondations et les maladies à transmission vectorielle. Les nouvelles études présentées dans le rapport soulignent la convergence de la pauvreté et des risques d'inondation, notamment en Afrique subsaharienne.

Outre son énorme coût en vies humaines, la pandémie a provoqué une crise économique mondiale dont les effets continuent de se propager tels une onde de choc qui menace d'autres vies humaines. En l'absence d'une riposte mondiale adéquate, les effets cumulatifs de la pandémie et de ses retombées économiques, des conflits armés et du changement climatique occasionneront d'énormes coûts humains et économiques. Selon les estimations de la pauvreté réalisées pour ce rapport, la crise actuelle aura des effets qui se feront probablement sentir dans la plupart des pays jusqu'à la fin de 2030. Dans ces conditions, il sera encore plus difficile qu'avant d'atteindre l'objectif consistant à faire tomber le taux mondial de pauvreté, qui était déjà compromis avant la crise, en dessous de 3 % d'ici à 2030. Il sera également beaucoup plus difficile de promouvoir une prospérité partagée en accroissant le revenu des deux quintiles les plus pauvres de chaque pays. Selon les projections actuelles, la prospérité sera nettement moins partagée dans pratiquement tous les pays en 2020–21 — du fait que la pandémie aura des répercussions économiques dans toutes les catégories de revenu — et le sera encore moins si ces effets sont ressentis de manière disproportionnée par les personnes dont le revenu était déjà relativement faible. À long terme, vu la répartition inégale de ses effets, la crise creusera probablement les inégalités au sein des pays. Sans mesures préventives, cela pourrait entraîner des pertes de capital humain dans les groupes défavorisés qui permettront difficilement aux pays d'assurer une croissance solidaire.

Ce rapport est publié alors que la plupart des pays sont confrontés à des choix décisifs. Pour effacer le revers de fortune qui frappe aujourd'hui les populations les plus pauvres, les pays et la communauté internationale doivent prendre des mesures d'urgence. Le Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée décrit les mesures dynamiques prises par certains pays, en

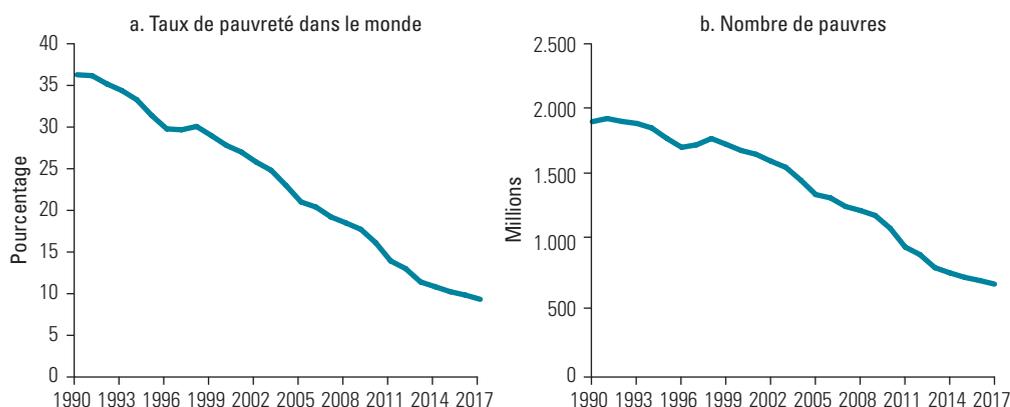
avançant par approximations successives et en partageant les résultats obtenus. Si nous agissons rapidement, ensemble et à l'échelle voulue pour faire face à une crise d'une telle ampleur, nous pouvons enrayer la pandémie et atténuer ses dégâts économiques, ce qui sauvera des vies et préservera les moyens de subsistance, créera les conditions nécessaires pour une reprise durable et équitable, et permettra de tirer des enseignements pour mieux gérer d'autres crises.

La réduction de la pauvreté marquait déjà le pas avant la crise

La lutte contre la pauvreté a enregistré des progrès sans précédent au cours des 25 dernières années, qui témoignent de l'efficacité d'une action collective déployée à l'échelle mondiale (partie a de la figure O.1). Mais les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté sont apparues bien avant la pandémie de COVID-19. Ce rapport présente de nouvelles données sur la pauvreté dans le monde qui révèlent que le recul continu de l'extrême pauvreté amorcé dans les années 1990 s'est poursuivi jusqu'en 2017, mais que les progrès se sont ralentis. Entre 2015 et 2017, le nombre de personnes vivant sous le seuil international de pauvreté dans le monde est passé de 741 millions à 689 millions (partie b de la figure O.1). Les chiffres de 2017 confirment toutefois un ralentissement du taux de réduction de la pauvreté présenté dans le rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée. Au niveau mondial, l'extrême pauvreté a reculé d'un point de pourcentage par an en moyenne entre 1990 et 2015, mais elle n'a cédé qu'à peine 0,6 point par an entre 2013 et 2015 (Banque mondiale 2018a). Entre 2015 et 2017, le taux a encore diminué, à un demi-point de pourcentage par an. Vu ce ralentissement, l'objectif de ramener le taux d'extrême pauvreté à moins de 3 % d'ici à 2030 était déjà compromis.

En 2018, la Banque mondiale a défini quatre nouveaux indicateurs de pauvreté pour prendre en compte l'évolution du profil de la pauvreté dans le monde. Le *seuil*

FIGURE 0.1 Taux de pauvreté dans le monde et nombre de pauvres vivant avec moins de 1,90 dollar par jour, 1990–2017



Source : PovcalNet (outil d'analyse en ligne), Banque mondiale, Washington, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>.
 Note : La règle de la couverture globale est appliquée (voir l'annexe 1A au premier chapitre du présent rapport).

de pauvreté a été relevé à 3,20 dollars et 5,50 dollars par jour respectivement dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de la tranche supérieure. Le seuil de pauvreté sociale, qui dépend du revenu du pays, prend en compte l'accroissement des besoins essentiels à satisfaire pour permettre à une personne de mener une vie digne à mesure que son pays s'enrichit. L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle prend en compte les lacunes dans trois indicateurs de bien-être (pauvreté monétaire, accès à l'éducation et infrastructures essentielles), ce qui donne une meilleure idée du caractère complexe de la pauvreté.

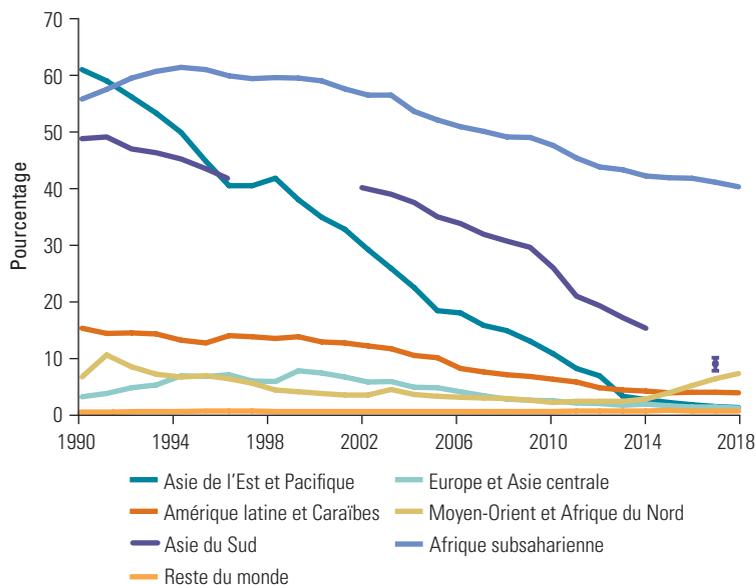
Le rapport présente des données et des analyses nouvelles sur l'évolution de la pauvreté entre 2015 et 2017 par rapport à ces indicateurs. Les résultats peuvent expliquer les effets appauvrissants de la crise actuelle et mettre en lumière les mesures stratégiques à prendre. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, la réduction de la pauvreté par rapport aux seuils de 3,20 dollars et 5,50 dollars a été encore plus lente que par rapport au seuil d'extrême pauvreté, ce qui donne à penser que des millions de personnes dans ces régions étaient proches de l'extrême pauvreté avant la pandémie. Les personnes qui sortent à peine de l'extrême pauvreté peuvent facilement y retomber ; elles sont donc particulièrement vulnérables

aux effets appauvrissants de la pandémie, des conflits et du changement climatique. La création d'emplois grâce à une croissance solidaire et à des mesures de protection sociale en faveur de ces populations pourraient contribuer pour beaucoup à inverser la tendance à l'aggravation de la pauvreté sous l'effet de la crise actuelle et permettre à d'autres personnes vulnérables d'échapper à l'extrême pauvreté.

Comment expliquer le ralentissement du recul de la pauvreté dans le monde, qui marquait déjà le pas avant la pandémie ? Une raison est la concentration croissante de l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne, où la pauvreté recule plus lentement que dans d'autres régions. La figure O.2 montre la proportion de personnes extrêmement pauvres dans chaque région pendant la période 1990–2018. Elle met en lumière des difficultés propres à l'Afrique subsaharienne, mais aussi des problèmes qui existent ailleurs. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du nord, le taux d'extrême pauvreté a augmenté récemment, passant de 2,3 % en 2013 à 3,8 % en 2015 ; il a ensuite presque doublé pour atteindre 7,2 % en 2018, hausse attribuable aux conflits en Syrie et dans la République du Yémen (Corral et al. 2020).

La possibilité de suivre l'évolution de la pauvreté dans le monde dépend des données recueillies auprès des ménages

FIGURE 0.2 Évolution du taux d'extrême pauvreté par région, 1990–2018



Source : PovcalNet (outil d'analyse en ligne), Banque mondiale, Washington, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>.

Note : Les estimations de la pauvreté en Asie du Sud ne sont pas présentées pour la période 1997–2001 et après 2014 en raison de la couverture insuffisante de la population (voir l'encadré 1.2 sur l'Inde et l'annexe 1A au premier chapitre du présent rapport).

par les autorités nationales. Le nombre d'enquêtes auprès des ménages a augmenté depuis la première édition de ce rapport (Banque mondiale 2016). On note en particulier une amélioration du nombre et de la portée des enquêtes réalisées en Afrique subsaharienne, avec notamment une nouvelle enquête au Nigéria. Mais le manque de données récentes en Inde limite fortement la possibilité de suivre l'évolution de la pauvreté dans le monde (voir l'encadré 1.2 au chapitre 1 du présent rapport). La dernière année pour laquelle on dispose de données sur la pauvreté dans le monde remonte à 2017, et la série publiée sur l'Asie du Sud a été interrompue en 2014, alors que pour d'autres régions la dernière publication date de 2018. Les données sur les pays en situation de fragilité ou de conflit sont également très limitées, ce qui a une forte incidence sur les estimations concernant la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Pour bien évaluer la pauvreté, il est essentiel que la crise actuelle n'incite pas les autorités

nationales à investir moins dans les enquêtes et autres méthodes de collecte de données. Dans une situation de crise, il est encore plus important de disposer de données fiables sur la pauvreté pour aider à prendre des mesures de riposte et de relèvement qui n'excluent pas les groupes vulnérables.

Des progrès ont été enregistrés entre 2012 et 2017 en ce qui concerne la prospérité partagée, mais ils ont été inégaux et plus lents que pendant la période précédente

L'un des deux principaux objectifs de la Banque mondiale est de faire en sorte que les groupes relativement pauvres dans toutes les sociétés contribuent aux progrès économiques et en bénéficient. Cette analyse utilise la prospérité partagée comme critère de progrès dans ce domaine. La prospérité partagée met l'accent sur les 40 % les plus pauvres de la population. Elle est définie par le taux de croissance annuelle du revenu ou de la consommation moyens par habitant. La prime de prospérité partagée, qui est la différence entre les taux de croissance des 40 % les plus pauvres et la moyenne globale, est également calculée. Un haut degré de prospérité partagée est un important indicateur d'inclusion et de bien-être dans un pays.

Ce rapport présente des données nouvelles sur la prospérité partagée et la prime de prospérité partagée dans 91 économies entre 2012 et 2017. La plupart de ces pays affichent une croissance sans exclus : 74 ont fait état d'une prospérité partagée positive, et 53 d'une prime de prospérité partagée positive, ce qui reflète une réduction des inégalités dans la plupart des économies. Les résultats sont particulièrement encourageants dans certaines régions. Dans la région Asie de l'Est et Pacifique et en Asie du Sud, la prospérité partagée était positive pour tous les pays où elle pouvait être mesurée. Ce résultat encourageant donne à penser que les éléments les plus pauvres de la société dans ces régions ont participé au progrès économique de leur pays. Les données tirées de

l'échantillon actuel de 91 pays montrent qu'il existe une corrélation entre une prospérité partagée positive et la réduction de la pauvreté, et qu'une prime de prospérité partagée positive est associée à une réduction des inégalités.

Les progrès réalisés sur le plan de la prospérité partagée varient cependant selon les catégories de revenu des pays et les régions. Globalement, l'indice moyen de prospérité partagée est de 2,3 % pour la période 2012–17, mais ce chiffre masque d'importants écarts. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure affichent une prospérité partagée de 2,9 % en moyenne, suivis par les pays à revenu élevé (2,7 %), les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (1,8 %) et les pays à faible revenu (0,2 %). Les pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence (pays FCV) ont quant à eux obtenu les pires résultats. Les quelques pays de ce groupe où la prospérité partagée peut être évaluée ont enregistré une baisse moyenne de 0,8 % du revenu (ou de la consommation) des ménages des deux quintiles inférieurs de la population. Pour l'ensemble des régions, le niveau moyen de prospérité varie de 4,9 % et 3,5 % dans les régions Asie de l'Est et Pacifique et Europe et Asie centrale, respectivement, à 0,7 % en Afrique subsaharienne et 0,5 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

La prime de prospérité partagée se caractérise par une grande hétérogénéité. La moyenne simple de la prime dans 91 pays est de 0,3 point de pourcentage pendant la période, ce qui signifie que la consommation ou le revenu des 40 % les plus pauvres de la population a augmenté en moyenne de 0,3 point de pourcentage plus vite que la moyenne. Mais les moyennes régionales varient de 1,0 point de pourcentage dans les régions Asie de l'Est et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes à des valeurs négatives dans trois autres régions : Moyen-Orient et Afrique du Nord (–0,4 point), Asie du Sud (–0,5 point) et Afrique subsaharienne (–0,6 point). Deux des trois pays FCV de l'échantillon affichent une prospérité partagée négative et une prime de prospérité partagée négative. Plus de la moitié des pays recevant une aide de l'Association internationale

de développement de la Banque mondiale avaient également une prime de prospérité partagée négative pendant la période.

Même avant la pandémie de COVID-19 et la crise économique qui en a découlé, la prospérité partagée a évolué à des rythmes différents selon les pays et les régions. Une nouvelle étude réalisée pour ce rapport compare les indicateurs de prospérité partagée dans 68 économies pendant la période 2012–17 et pendant une période antérieure (2010–15). Sur les deux périodes, le niveau de prospérité partagée était plus élevé dans environ la moitié des pays et moins élevé dans l'autre moitié. Bien que le niveau moyen de prospérité partagée ait augmenté, on note des écarts importants entre régions. En moyenne, le niveau de prospérité partagée était plus élevé pendant la période plus récente (2,3 %) que pendant la période antérieure (1,8 %), mais cet accroissement est concentré dans trois régions seulement : Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Asie centrale, et reste du monde (essentiellement les pays à revenu élevé non situés dans les six régions en développement définies par la Banque mondiale). Le niveau supérieur de prospérité partagée se maintient au fil du temps : la plupart des pays affichant une prospérité partagée pendant la période antérieure étaient les mêmes pendant la période plus récente.

Les moyens d'évaluation de la prospérité partagée se sont améliorés, mais il subsiste des lacunes importantes dans la couverture des données. Les 91 pays pour lesquels l'analyse a permis de calculer la prospérité partagée entre 2012 et 2017 ne représentent que 59,9 % de la population mondiale. Ce chiffre reflète cependant un net progrès par rapport aux premières estimations de cet indicateur, en 2014, lorsque les données nécessaires n'étaient disponibles que dans 65 pays.

Cependant, avec des données limitées, la prospérité partagée est plus difficile à évaluer dans les pays où il est précisément plus important de l'évaluer, qui sont souvent des petits pays pauvres et fragiles. La prospérité partagée ne peut être évaluée que dans un quart environ des pays à faible revenu, qui représentent 37,7 % de la population dans cette catégorie de revenu.

La pandémie de COVID-19, les conflits et le changement climatique ont, pour la première fois en l'espace d'une génération, annulé les progrès réalisés dans l'élimination de la pauvreté

La pandémie de COVID-19 et ses ravages économiques, aggravés par les effets des conflits armés et du changement climatique, ont réduit à néant les progrès accomplis à grand prix dans la réduction de la pauvreté et le partage de la prospérité. Les nouveaux résultats présentés dans ce rapport précisent les effets à court terme et montrent que les répercussions négatives sur la pauvreté et les inégalités pourraient se prolonger et s'intensifier à moyen terme.

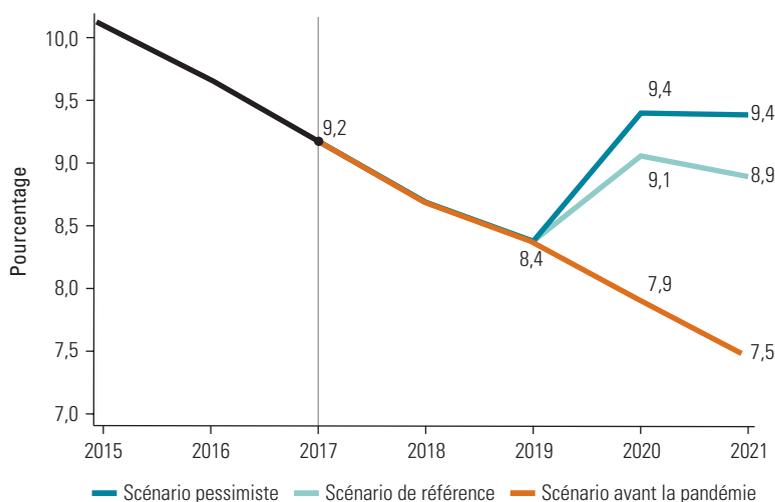
Aujourd'hui, la pandémie et la crise économique ont déjà réduit à néant les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté dans le monde, mettant un terme à plus de deux décennies de progrès continu. La nouvelle analyse effectuée pour ce rapport a permis

d'estimer l'ampleur et la durée potentielle de ces effets. La pauvreté, mesurée par le seuil international de pauvreté, devrait augmenter en 2020 pour la première fois depuis 1998. Selon les prévisions économiques, la pandémie infligera une contraction mondiale du produit intérieur brut (PIB) par habitant comprise entre 5 % (scénario de référence) et 8 % (scénario pessimiste) en 2020. Les estimations de la pauvreté réalisées pour le rapport indiquent que, dans le scénario de référence, la pauvreté augmenterait de 1,2 point de pourcentage en 2020 et de 1,4 point en 2021, tandis que dans le scénario pessimiste, elle augmenterait de 1,5 point en 2020 et de 1,9 point en 2021 (figure O.3). Selon ces deux scénarios, le taux de pauvreté dans le monde se situerait entre 9,1 % et 9,4 % en 2020 et entre 8,9 % et 9,4 % en 2021. Ces nouveaux résultats indiquent que, en 2020, quelque 88 millions de personnes dans le monde basculeront dans la pauvreté dans le scénario de référence et jusqu'à 115 millions de personnes dans le scénario pessimiste. Les taux de pauvreté prévus pour 2020 sont similaires à ceux enregistrés en 2017 ; la pandémie devrait donc entraîner un bon en arrière d'au moins trois ans dans la lutte contre l'extrême pauvreté.

Selon ces estimations, l'Asie du Sud sera la région la plus durement touchée, avec 49 millions de personnes supplémentaires (près de 57 millions dans le scénario pessimiste) acculées à la misère. L'Afrique subsaharienne serait la deuxième région la plus touchée, avec 26 à 40 millions de personnes supplémentaires. À l'échelle mondiale, les pays à revenu intermédiaire abriteront 72 millions des nouveaux pauvres prévus dans le scénario de référence— soit plus des quatre cinquièmes du nombre total de nouveaux pauvres. L'impact de la pandémie sur la pauvreté sera beaucoup plus prononcé (figure O.4) si on applique les seuils de pauvreté régionaux beaucoup plus élevés pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,20 dollars par jour) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,50 dollars par jour).

Les prévisions concernant les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 nous permettent d'évaluer les effets de la pandémie sur les taux de pauvreté

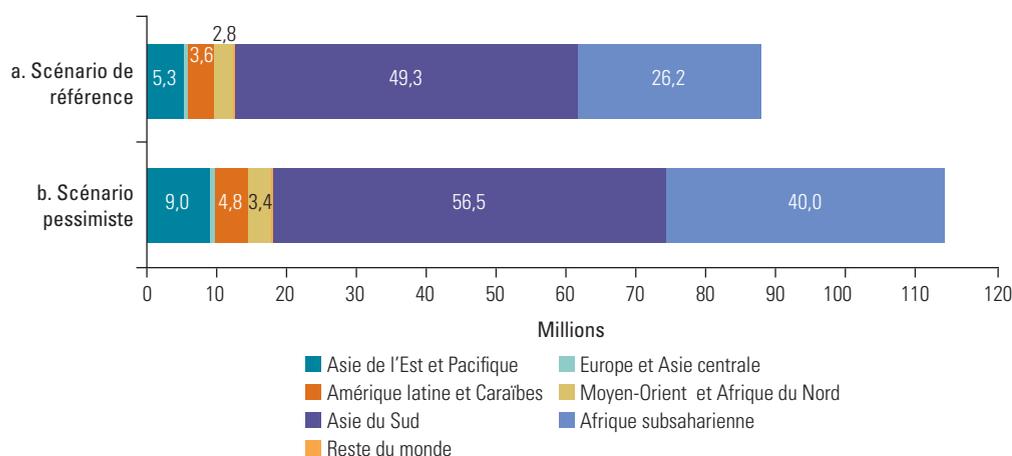
FIGURE O.3 Estimation du taux de pauvreté dans le monde, sur la base d'un seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour, 2015–21



Source : Estimations actualisées de Lakner et al. (2020), PovcalNet (outil d'analyse en ligne), Banque mondiale, Washington, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>, et Perspectives économiques mondiales.

Note : Trois scénarios de croissance sont envisagés : 1) le scénario d'avant la pandémie, qui utilise les taux de croissance prévus en janvier 2020 dans le rapport Perspectives économiques mondiales ; et 2) le scénario pessimiste après la pandémie et 3) le scénario de référence après la pandémie, qui prévoient une contraction de la croissance mondiale de 8 % et 5 % respectivement pour 2020.

FIGURE 0.4 Nombre de nouveaux pauvres, sur la base d'un seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour en 2020, dans le scénario de référence et le scénario pessimiste



Source : Estimations actualisées de Lakner et al. (2020), PovcalNet (outil d'analyse en ligne), Banque mondiale, Washington, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>; Banque mondiale 2020a, 2020b.

jusqu'en 2030, échéance fixée pour la réalisation du double objectif de la Banque mondiale et des objectifs de développement durable. Même en supposant que la croissance retrouvera ses niveaux historiques après 2021 — à savoir un taux de croissance annuel par habitant entre 2021 et 2030 qui correspond au taux moyen entre 2008 et 2018 pour chaque pays — les effets appauvrissants de la pandémie seront significatifs. Dans le scénario de référence, 6,7 % de la population mondiale vivront en dessous du seuil de pauvreté international en 2030, alors que l'objectif est de 3 %. Dans le scénario pessimiste, le taux de pauvreté extrême atteindra 7 % en 2030.

Compte tenu de ces nouvelles prévisions, le rapport confirme que l'objectif visé à l'horizon 2030 ne sera probablement pas atteint, dans un scénario comme dans l'autre. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que tous les pays affichent un taux de croissance de 8,0 % (scénario de référence) ou 8,5 % (scénario pessimiste) par habitant, soit environ cinq fois plus que les taux historiques en Afrique subsaharienne. Ces scénarios qui décrivent les conséquences futures de la pandémie sont très incertains du fait que la pandémie continue d'évoluer, mais ils montrent qu'il sera difficile d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Il faudra pour cela mener une action

massive, rapide et soutenue qui permette d'amorcer une croissance sans exclus dans les pays où l'extrême pauvreté est loin d'avoir disparu.

Des études de terrain confirment que la pandémie de COVID-19 a rapidement causé d'importantes pertes d'emplois et de revenu

Les fréquents sondages téléphoniques réalisés par la Banque mondiale dans divers pays donnent une idée concrète et en temps réel des effets de la pandémie à mesure qu'elle évolue. Les données préliminaires font état de pertes massives d'emplois et de revenu dans de nombreux pays, du moins à court terme. La plupart des pays accusent une baisse des revenus du travail d'une ampleur jusqu'ici rarement observée (Hill et Narayan 2020). Ainsi, 42 % des Nigériens interrogés qui travaillaient avant la pandémie ont déclaré en mai 2020 qu'ils avaient perdu leur emploi à cause de la pandémie, et près de 80 % ont fait état d'une baisse de leurs revenus depuis la mi-mars (Siwatu et al. 2020). En Éthiopie, 13 % des personnes interrogées entre le 2 avril et le 13 mai ont indiqué qu'elles avaient perdu leur emploi (dont 19 % en milieu urbain) et 55 % avaient enregistré

une baisse de revenu de leur ménage (Wieser et al. 2020). Les baisses de revenu ont rapidement entraîné une réduction de la consommation. Dans sept pays d'Amérique latine et des Caraïbes, au moins 40 % des personnes interrogées ont indiqué avoir manqué de nourriture pendant le confinement (Hill et Narayan 2020). Certains pays ont lancé d'ambitieux programmes d'aide. Le Pérou a approuvé un programme initial de 0,3 milliard de sols (0,5 % du PIB) pour faire face à l'urgence sanitaire et environ 0,7 milliard de sols (1,1 % du PIB) de transferts directs aux ménages vulnérables pendant la période de confinement national. À la fin du mois de juillet 2020, le gouvernement a annoncé un transfert monétaire supplémentaire d'environ 6,4 milliards de sols aux ménages vulnérables (0,9 % du PIB)¹.

Ceux qui souffrent le plus de la crise sont les personnes déjà pauvres et vulnérables

La pandémie a des répercussions sanitaires et économiques sur les habitants de pratiquement tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu.

De nouvelles données montrent cependant que les personnes déjà pauvres ou vulnérables sont les plus durement touchées. Il s'agit notamment des personnes qui ont un faible niveau d'instruction et peu d'actifs et qui occupent un emploi précaire ou peu qualifié.

Pourquoi les pauvres sont-ils plus menacés ? Une raison est que leur activité peut être plus facilement perturbée ou éliminée en cas de récession. Par exemple, les pauvres et les personnes ayant un faible niveau d'instruction et de qualification ont moins de possibilités de travail à distance. Les entreprises telles que les restaurants, les hôtels et les bars, ainsi que le secteur du commerce de gros et de détail, qui emploient généralement une main-d'œuvre moins instruite, peuvent rarement proposer des options de télétravail. En Éthiopie, ces secteurs accusaient les plus importantes pertes d'emplois au mois de mai 2020 (Wieser et al. 2020). Les travailleurs pauvres sont également plus susceptibles de travailler dans des secteurs moins compatibles avec la distanciation

sociale (par exemple, le bâtiment, l'industrie manufacturière à fort coefficient de main-d'œuvre et les petits commerces de détail), ce qui accroît leur risque d'exposition au coronavirus, avec ses conséquences sanitaires et économiques. Les pauvres peuvent également être plus durement touchés parce qu'ils sont moins en mesure de recourir à des mécanismes d'adaptation comme l'épargne pour couvrir leurs besoins essentiels lorsqu'ils ne travaillent pas. Dans les pays en développement, les systèmes de protection sociale peuvent être insuffisants pour faire face à cet effet différencié de la pandémie.

Face à la vulnérabilité disproportionnée des populations pauvres et marginalisées, il est encore plus important d'enrayer la propagation du virus. Les approches efficaces ont fait appel aux compétences et au dévouement des membres de la communauté. À Mumbai, en Inde, les autorités locales sont parvenues à enrayer la propagation rapide du coronavirus à Dharavi, l'un des principaux établissements urbains de la ville, en mobilisant les membres de la communauté et le personnel des centres médicaux privés pour une vaste campagne de dépistage des personnes ayant de la fièvre ou un faible niveau d'oxygène. En l'espace de trois mois, dès juillet 2020, le nombre de cas signalés avait diminué de 80 % par rapport au pic enregistré en mai. Pour aider les familles pauvres pendant le confinement, des fondations, des organisations non gouvernementales et des bénévoles ont fourni des rations alimentaires à des milliers de ménages. Le succès de Dharavi tient à un ensemble de facteurs : « des solutions adaptées, la mobilisation de la collectivité et la persévérance » (Masih 2020).

Dans certains pays, les femmes peuvent être plus exposées au coronavirus parce qu'elles sont plus nombreuses que les hommes à dispenser des soins de santé de première ligne et à s'occuper des autres membres de leur ménage. Elles sont également exposées à des risques sanitaires particuliers dans le contexte de la pandémie, car les rigoureuses mesures de confinement peuvent entraîner une aggravation de la violence domestique à l'égard des femmes et des enfants (Galea, Merchant et Lurie 2020 ; ONU-Femmes 2020). Dans certaines situations, les responsabilités ménagères des

femmes peuvent les obliger à réduire leurs activités rémunérées ou à arrêter de travailler (Hill et Narayan 2020).

Sans action décisive, la pandémie de COVID-19 ralentira la croissance solidaire et creusera les inégalités

Selon les prévisions établies pour ce rapport, la récession mondiale se traduira par un ralentissement général de la croissance dans les années à venir dans les 91 économies (sauf 13) pour lesquelles des données sont disponibles. En réduisant la croissance des revenus moyens, la pandémie a déjà fortement érodé la prospérité partagée. Les prévisions pour la période 2019–21 montrent que la plupart des pays continueront d'enregistrer un net recul de la prospérité partagée pendant cette période. La prospérité partagée moyenne était de 2,3 % en 2012–17 ; la moyenne pour la période 2019–21 tombera à 0 % si la prospérité partagée est égale à la croissance moyenne (en supposant une prime de prospérité partagée nulle dans tous les pays), et encore en dessous si les éléments pauvres de la population sont plus lourdement touchés par la crise. En frappant tout particulièrement les pauvres, la crise économique causée par la pandémie se traduira également par des primes de prospérité partagée négatives. Les prévisions révisées de la prime de prospérité partagée ne sont pas encore disponibles, mais les données historiques sur les dernières grandes épidémies (syndrome respiratoire aigu sévère en 2003 et Zika en 2016) donnent à penser que ces épidémies creusent les inégalités et réduisent sensiblement les perspectives d'emploi des personnes n'ayant qu'une éducation de base. L'accentuation des inégalités aura également des conséquences à moyen terme. Le rapport prévoit que, si le coefficient de Gini augmente de 1 % par an, le taux de pauvreté dans le monde atteindra 8,6 % en 2030.

Bien que les tendances à court terme puissent varier, les conséquences négatives de la pandémie sur les écarts de revenu à long terme sont claires. Sans interventions fortes, la crise risque de creuser les écarts de revenu, de réduire la mobilité sociale

parmi les plus vulnérables et d'affaiblir la résistance aux chocs futurs (Hill et Narayan 2020). L'augmentation des inégalités pourrait être alimentée par des facteurs tels que la destruction de nombreuses microentreprises et petites entreprises, les effets potentiellement durables du chômage sur les carrières et les possibilités de revenu des travailleurs jeunes et peu qualifiés, et d'importantes pertes de capital humain dans les ménages défavorisés, en partie à cause des stratégies d'adaptation qu'ils doivent adopter. L'une des stratégies potentiellement les plus destructrices consiste à réduire la consommation alimentaire. Selon des sondages téléphoniques sur la COVID-19, cette stratégie est largement utilisée. Au Nigéria, par exemple, plus de la moitié des ménages ont indiqué qu'ils avaient réduit leur consommation alimentaire (Siwatu et al. 2020). Selon sa durée et sa sévérité, la diminution de l'apport alimentaire peut avoir un lourd impact sur la santé et le développement cognitif des enfants, ainsi que sur leur accumulation future de capital humain, mais aussi sur la santé et la productivité des adultes.

Les premières données tirées des sondages téléphoniques suggèrent que les pertes de capital humain dues aux fermetures d'écoles toucheront plus particulièrement les enfants des ménages ruraux pauvres, notamment parce qu'ils n'ont souvent pas accès à l'enseignement à distance. Au Nigéria, les 20 % de ménages les plus riches étaient beaucoup plus nombreux que le reste de la population à indiquer que leurs enfants poursuivaient leurs études, notamment en ligne, depuis la fermeture des établissements scolaires (Siwatu et al. 2020). Dans le cadre de sa riposte à la pandémie, le Niger a cependant annoncé le lancement du projet LIRE (Learning Improvement for Results in Education), qui est destiné aux enfants qui ne peuvent pas aller à l'école et vise à mettre au point une plateforme en ligne pour renforcer la formation des enseignants. Dans un pays où, avant la pandémie, la moitié des enfants de 7 à 12 ans n'étaient pas scolarisés ou avaient juste quelques compétences de base acquises à l'école primaire, le projet LIRE pourra aider les familles à faire face à la crise du coronavirus tout en modernisant le système éducatif du Niger. Il y a des enseignements à tirer de ces résultats et mesures novatrices pour les stratégies de relèvement

des pays, qui doivent adopter une optique d'équité et des méthodes de ciblage pour préserver le capital humain des groupes vulnérables (Hill et Narayan 2020).

La pandémie de COVID-19, les conflits et les effets du changement climatique vont transformer le profil de la pauvreté dans le monde

Ce rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée actualise le profil démographique des pauvres dans le monde selon l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et la situation géographique ; il affine également ce profil selon plusieurs dimensions, notamment la mesure dans laquelle, au sein des pays, les pauvres peuvent être concentrés dans des régions plus exposées aux conflits ou aux aléas climatiques. En outre, le rapport analyse les données du système mondial de surveillance pour montrer comment la pandémie peut modifier le profil des personnes vivant dans la pauvreté.

Le nouveau profil de la pauvreté

La pauvreté continue de toucher essentiellement le milieu rural, les jeunes et les personnes peu instruites (figure O.5). Quatre personnes sur cinq vivant en dessous du seuil international de pauvreté vivaient en milieu rural vers 2018, alors que la population rurale ne représente que 48 % de la population mondiale (figure O.5, partie a). De fait, la pauvreté est devenue un phénomène essentiellement rural entre 2015 et 2018. La proportion de ruraux pauvres dans le nombre total de pauvres a augmenté de plus de 2 points de pourcentage pendant cette période.

Les pauvres dans le monde sont également très jeunes. En 2018, la moitié des pauvres étaient des enfants de moins de 15 ans, alors que cette tranche d'âge ne représente qu'un quart de la population mondiale. Les enfants et les jeunes (15 à 24 ans) représentent les deux tiers des pauvres dans le monde, soit beaucoup plus que la proportion de jeunes de moins de 24 ans dans le monde (40 % du total). La forte proportion d'enfants et de

jeunes pauvres dans le monde est concentrée en Afrique subsaharienne, mais ils sont également très nombreux dans la plupart des régions. Les pauvres ont un profil différent uniquement dans les pays à revenu élevé, où ils sont majoritaires des personnes âgées.

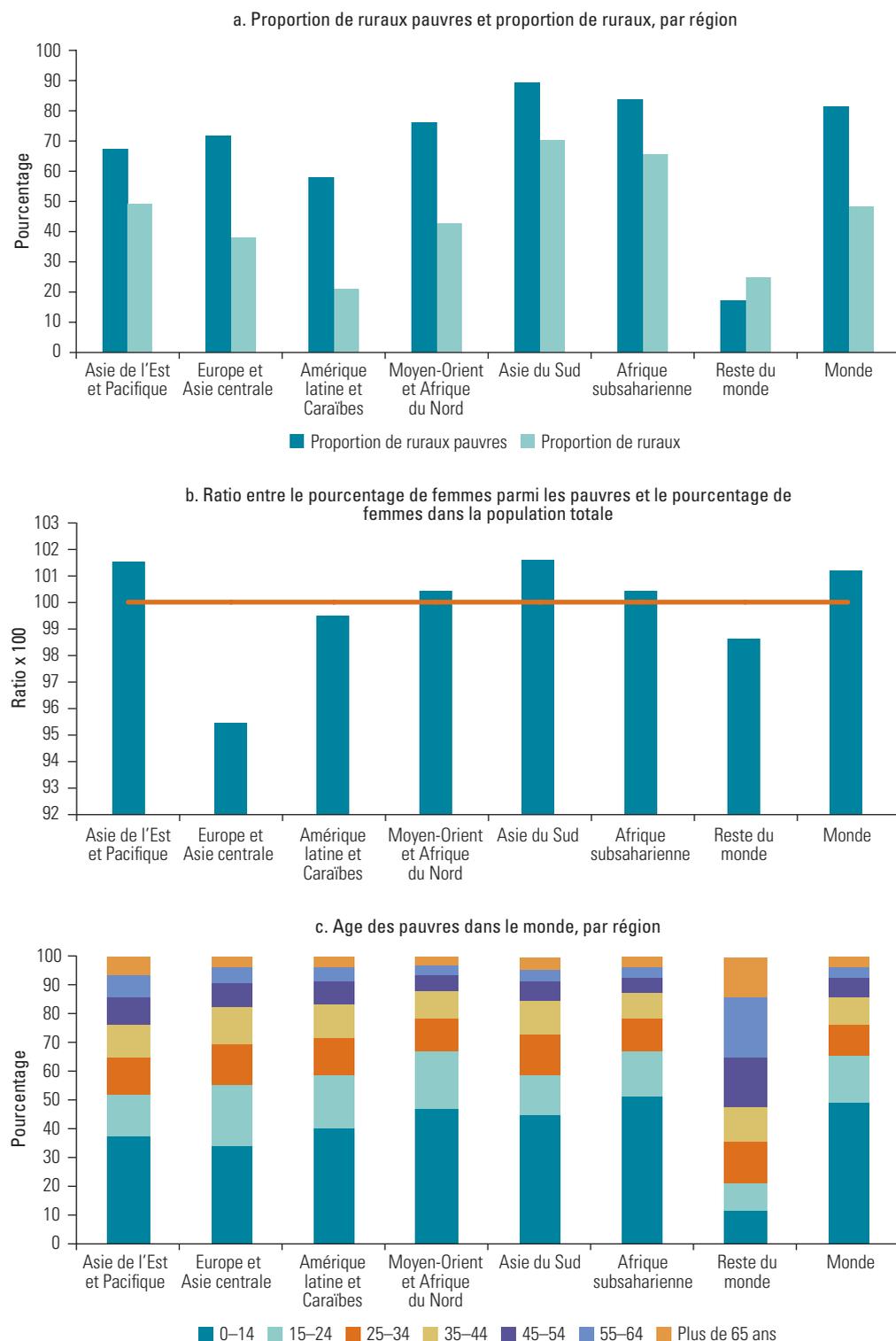
Les femmes sont surreprésentées parmi les pauvres — dans le monde et dans la plupart des régions du monde. Si la pauvreté féminine est faible dans les pays d'Europe et d'Asie centrale, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que dans d'autres pays à revenu élevé, elle est élevée en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne ; c'est chez les enfants que l'on observe les plus fortes disparités. Dans la plupart des régions du monde, les filles sont généralement plus touchées par la pauvreté, de même que les femmes en âge de procréer (principalement celles âgées de 25 à 34 ans) (Muñoz-Boudet et al. 2020 ; Banque mondiale 2018a).

À l'échelle mondiale, 35 % des adultes pauvres âgés de plus de 15 ans en 2018 n'avaient pas fait d'études (contre seulement 9 % des non pauvres), et 35 % n'avaient que des rudiments d'instruction (y compris ceux qui avaient terminé leurs études primaires). Le niveau d'instruction des ruraux est généralement plus faible que celui des citadins, pauvres ou riches. La qualité de l'enseignement est cependant un facteur clé pour la réduction de la pauvreté, et c'est une question qui concerne tous les élèves, surtout les pauvres mais aussi les non pauvres, en milieu rural ou urbain (Banque mondiale 2020d). Cette disparité souligne la nature multidimensionnelle de la pauvreté rurale : parmi les adultes pauvres vivant en milieu rural, 39 % déclarent n'avoir pas fait d'études, soit plus du double de la proportion d'adultes pauvres sans instruction en milieu urbain.

La pandémie devrait accroître le nombre de pauvres dans les groupes moins touchés jusqu'ici

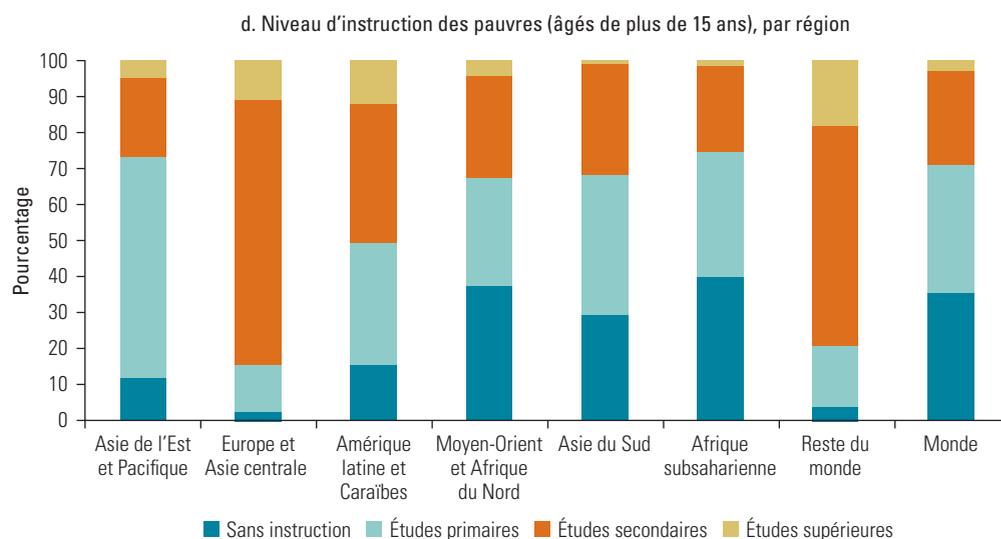
La pandémie de COVID-19 pourrait faire basculer plus de 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020. Bien que les données disponibles ne permettent pas encore de décrire en détail

FIGURE 0.5 Quatre profils de la pauvreté dans le monde : par région, sexe, âge et niveau d'instruction, vers 2018



(suite)

FIGURE 0.5 Quatre profils de la pauvreté dans le monde : par région, sexe, âge et niveau d'instruction, vers 2018 (suite)



Source : Estimations de la Banque mondiale, basées sur les données du système mondial de surveillance.

les caractéristiques de cette population, des simulations des effets du coronavirus et les données tirées des sondages fréquents récemment effectués fournissent de nouveaux éléments d'information. Selon une nouvelle analyse de ces résultats présentée dans le rapport, les nouveaux pauvres pourraient avoir un profil suffisamment différent de ceux qui étaient pauvres avant la pandémie pour avoir une incidence sur la politique à suivre.

Une forte proportion des nouveaux pauvres sera concentrée dans des pays qui sont déjà aux prises avec des taux de pauvreté élevés, mais les pays à revenu intermédiaire seront également touchés de près : ils abriteront quelque 72 millions des nouveaux pauvres recensés dans le scénario de référence (et 94 millions dans le scénario pessimiste) — soit plus des trois quarts du nombre de pauvres dans le monde.

Les personnes acculées à la pauvreté par la pandémie se distinguent également à d'autres égards de celles qui étaient déjà pauvres avant la pandémie. Au niveau national, les plus pauvres vivent surtout en milieu rural, alors que bon nombre des nouveaux pauvres vivront dans des zones urbaines surpeuplées qui peuvent être des vecteurs d'infection. Les nouveaux pauvres travailleront

probablement dans des secteurs informels — services, bâtiment, industrie manufacturière — où l'activité économique se ressent davantage des mesures de confinement et autres restrictions de mobilité, ainsi que des règles de distanciation sociale. Les récentes simulations du profil des nouveaux pauvres basées sur des estimations pondérées en fonction de la population tirées d'un échantillon de 110 économies montrent que les nouveaux pauvres vivront plus souvent en milieu urbain, dans des logements ayant plus facilement accès aux infrastructures, et posséderont légèrement plus d'actifs de base que les personnes pauvres en 2019 et 2020. Les nouveaux pauvres âgés de plus de 15 ans sont également plus susceptibles que les personnes souffrant de pauvreté chronique d'occuper un emploi rémunéré et de travailler dans des secteurs non agricoles (industrie manufacturières, services, commerce). Les nouveaux pauvres ont tendance à être mieux instruits que ceux qui vivent dans une pauvreté chronique, et nettement moins instruits que les non pauvres (s'ils sont âgés de plus de 15 ans)². Ces estimations préliminaires supposent que le rapport entre la croissance du PIB et l'évolution de la pauvreté est neutre en termes de distribution dans tous les pays.

En d'autres termes, une diminution du PIB touche toutes les catégories de population de manière proportionnelle. Si ce n'était pas le cas (autrement dit, si la crise touchait davantage certains groupes), le profil et la composition des pauvres pourraient être plus ou moins hétérogènes.

Cette évolution du profil de la pauvreté est étayée par les simulations mises au point pour certains pays, notamment le Bangladesh, le Brésil, le Nigéria et l'Afrique du Sud. Ces travaux confirment que les nouveaux pauvres seront majoritairement urbains. Ils montrent également que les nouveaux pauvres travailleront le plus souvent en dehors du secteur agricole (par exemple, dans les secteurs de la transformation, du bâtiment ou du commerce de gros et de détail en Afrique du Sud ; dans le secteur des services au Nigéria et en Indonésie) (Sánchez-Páramo 2020). Ces tendances sont confirmées par les nouvelles données issues de fréquentes enquêtes de suivi réalisées auprès des ménages sur les incidences de la pandémie de COVID-19. Selon une enquête réalisée en Mongolie, par exemple, 14 % des citoyens interrogés avaient perdu leur emploi, contre seulement 9 % des ménages ruraux (Banque mondiale 2020a). En Ouzbékistan, les chiffres étaient de 46 % pour les citoyens et 37 % pour les ruraux (Banque mondiale 2020b).

Les conflits et le changement climatique pourraient faire basculer de plus en plus de personnes dans la pauvreté à moyen terme

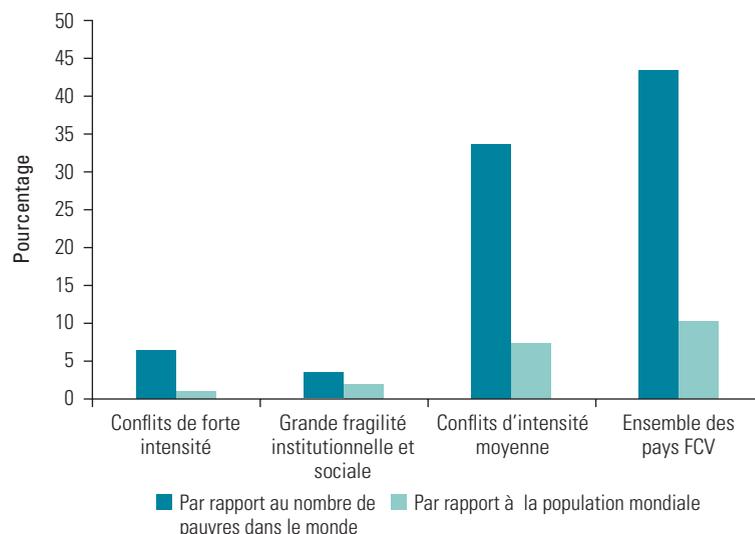
Outre la pandémie de COVID-19 et la crise économique, les conflits armés et le changement climatique ont déjà aggravé la pauvreté dans de nombreuses régions du monde. Il est à prévoir que leurs effets appauvrissants s'intensifieront.

De plus le plus, la pauvreté dans le monde va de pair avec la précarité et les conflits. Selon Corral et al. (2020), les 43 pays qui affichent les taux de pauvreté les plus élevés se trouvent tous en Afrique subsaharienne ou figurent sur la liste des pays en situation de fragilité ou de conflit (pays FCS) établie par la Banque mondiale. En 2020, les 37 pays officiellement classés dans la catégorie

des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence n'abritent que 10 % environ de la population mondiale mais représentent plus de 40 % des pauvres dans le monde (figure O.6). Avant la pandémie de COVID-19, Corral et al. (2020) prévoyaient que l'extrême pauvreté serait concentrée dans les pays FCS en 2030, principalement en Afrique subsaharienne. Dans les projections les plus récentes concernant la pandémie, les pays FCS ne représentent que 20 % des nouveaux pauvres, ce qui donne à penser que la part de ces pays dans le nombre total de pauvres dans le monde diminuera au cours des prochaines années³.

Les conflits armés peuvent avoir des effets rapides et considérables sur la croissance économique et la pauvreté. Mais il n'est plus à démontrer que leur impact sur la pauvreté et l'accumulation de capital humain peut perdurer pendant des décennies, voire même des générations (Corral et al. 2020). De nouvelles études réalisées pour ce rapport montrent que les conflits contribuent à faire ralentir le rythme de réduction de la pauvreté à long terme en créant « un piège du conflit » dont un pays ne peut sortir qu'en maintenant

FIGURE O.6 Pauvres vivant dans des pays FCS, en pourcentage du nombre de pauvres dans le monde et en pourcentage de la population mondiale, par type de pays FCS en 2020



Source : Estimations de la Banque mondiale, basées sur les données du système mondial de surveillance.

Note : FCS = situation de fragilité et de conflit ; FCV = fragilité, conflit et violence.

une situation de paix pendant une période prolongée après la fin du conflit. Le concept de piège du conflit souligne le fait qu'un passé marqué par de nombreux conflits, pas seulement les conflits contemporains, empêche un pays de s'attaquer au problème de la pauvreté ou d'une croissance sans exclus (Mueller et Techasunthornwat 2020).

Le capital humain est un moyen de transmission essentiel pour ces effets. Un déficit de capital humain, qui se reflète dans le niveau d'instruction et l'état de santé des pauvres, réduira à terme la productivité des travailleurs et la compétitivité économique (Banque mondiale 2018b, Banque mondiale 2020d). Les conflits contribuent directement à ce déficit en réduisant la productivité des travailleurs du fait qu'ils limitent l'accès à l'éducation, font des morts et des blessés, multiplient les cas de retard de croissance et aggravent la santé mentale. En outre, lorsque l'on s'attend à d'autres flambées de violence, les entrées de capitaux diminuent, de même que la productivité, et la crainte d'un effet de contagion de la violence peut faire tâche d'huile et s'étendre au-delà des personnes, des entreprises et des régions directement touchées. Et bien que les conflits soient un symptôme du manque de capacité des États, ils perpétuent ce déficit, avec des répercussions sur l'aptitude de l'État à mettre en œuvre des stratégies et des mesures efficaces de lutte contre la pauvreté.

Le changement climatique constitue également une menace grave à moyen terme pour la réduction de la pauvreté, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud — régions où vivent la majorité des pauvres. Si rien n'est fait, selon le rapport *Shock Waves* de la Banque mondiale, le changement climatique pourrait faire basculer plus de 100 millions de personnes de plus dans la pauvreté d'ici à 2030 (Hallegatte et al. 2016). Après actualisation des études réalisées pour le présent rapport, le nombre de personnes qui rejoindront les rangs des pauvres s'établit entre 68 et 132 millions, selon l'ampleur et la gravité des effets du changement climatique pendant cette période.

Il n'est plus à démontrer que ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté ou presque sont particulièrement vulnérables aux chocs

tels que les catastrophes naturelles ; une plus grande vulnérabilité signifie qu'ils ont plus à perdre en cas de choc de cette nature. Cette vulnérabilité tient à de nombreux facteurs, notamment des actifs de moindre qualité (logements), des moyens de subsistance plus étroitement liés à l'agriculture et aux écosystèmes qui sont vulnérables aux catastrophes naturelles, une plus grande vulnérabilité à la hausse du prix des denrées alimentaires pendant la crise de l'offre causée par la catastrophe, et une plus grande vulnérabilité aux maladies liées au changement climatique telles que la diarrhée et le paludisme (Hallegatte et al. 2016).

Par ailleurs, les effets négatifs des conflits et du changement climatique sur la pauvreté touchent probablement davantage ceux dont le revenu est à peine supérieur au seuil de pauvreté. Le profil de la population vivant avec moins de 3,20 dollars par jour donne une meilleure idée des ménages à travers le monde susceptibles de tomber en dessous du seuil international de pauvreté en raison de la pandémie de COVID-19 ou d'autres chocs négatifs sur le revenu. À noter que ce profil montre que la population vivant sous le seuil de 3,20 dollars par jour est majoritairement rurale, jeune, peu instruite et plus exposée aux conflits armés. Comme mentionné plus haut, de nouvelles études montrent que les « nouveaux pauvres » sont différents, mais que les pauvres dans le monde sont encore surtout des personnes vivant en milieu rural, des enfants et des adultes peu instruits, ce qui souligne le double défi à relever : mettre en place des mesures qui répondent aux besoins particuliers des « nouveaux pauvres » sans diminuer l'appui fourni aux groupes déjà vulnérables.

Ce rapport comporte également une estimation du nombre de pauvres qui sont exposés à un risque élevé d'inondation — l'un des effets potentiels du changement climatique. Pour chaque pays et chaque unité administrative infranationale, un risque d'inondation est défini en combinant différents types d'inondation. À l'échelle mondiale, on estime que 1,47 milliard de personnes vivent dans des régions à haut risque d'inondation, dont environ 132 millions de pauvres, tels que définis par le seuil international de pauvreté

de 1,90 dollar par jour. Si on utilise un seuil de pauvreté plus élevé (par exemple, 5,50 dollars par jour), les pauvres représentent environ la moitié de la population exposée à des inondations catastrophiques (figure O.7).

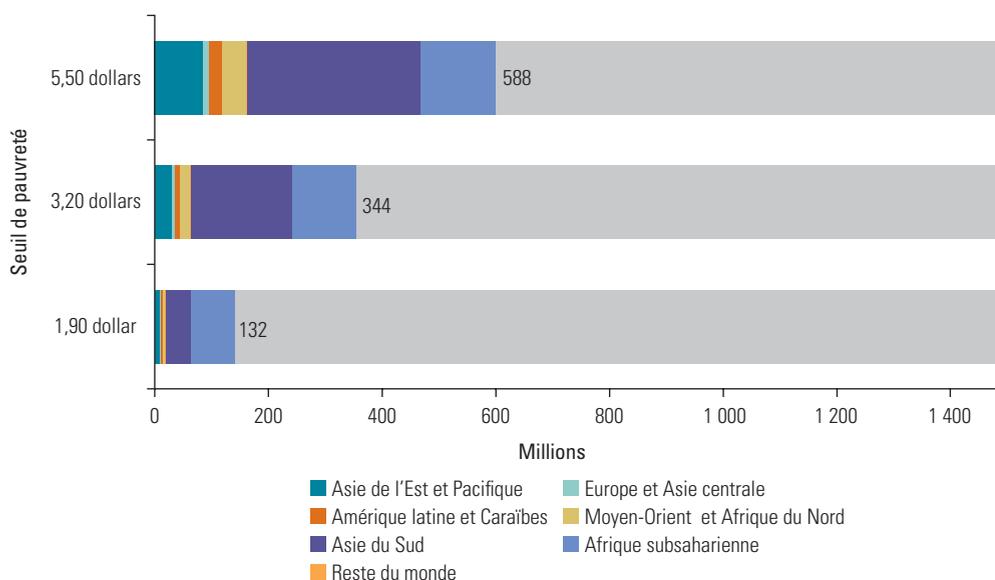
Les effets appauvrissants de la pandémie de COVID-19, des conflits et du changement climatique se cumulent en Afrique subsaharienne

Les forces qui font augmenter la pauvreté dans le monde sont à l'œuvre dans toutes les régions, mais plus particulièrement en Afrique subsaharienne. L'extrême pauvreté était déjà de plus en plus concentrée dans cette région avant la crise : parmi les pays dans lesquels la pauvreté peut être mesurée, 18 des 20 pays les plus pauvres se trouvent en Afrique subsaharienne. Quelque 40 % de la population de la région vivaient encore avec moins de 1,90 dollar par jour en 2018, et près de 70 % devaient se contenter de moins de 3,20 dollars par jour, seuil de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Fait encore plus inquiétant, les taux de pauvreté se

maintiennent à des niveaux élevés depuis trois décennies. Le rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée (Banque mondiale 2018a) analyse cette tendance et recense les principaux déterminants de la pauvreté dans certains pays africains, notamment : des conditions initiales défavorables, une faible croissance par habitant, une forte dépendance à l'égard des industries extractives, une faible stabilité institutionnelle, le manque d'efficacité des politiques et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles comme les sécheresses.

En outre, certains des effets destructeurs du changement climatique se feront probablement sentir en Afrique subsaharienne de manière disproportionnée. L'analyse initiale effectuée dans le rapport examine l'incidence de la pauvreté et de l'exposition aux inondations catastrophiques liées au changement climatique. Là encore, l'Afrique subsaharienne se démarque par la coexistence de la pauvreté et de la vulnérabilité aux inondations. Alors que la région représente à peine plus de 10 % de la population mondiale exposée à un risque élevé d'inondation, elle abrite plus de la moitié des pauvres exposés à ce risque (carte O.1).

FIGURE O.7 Proportion de pauvres exposés à des inondations catastrophiques



Source : Rentschler et Salhab 2020.

historique qui risque d'effacer des années d'efforts acharnés pour éliminer la pauvreté et accélérer le développement. Si la pandémie a provoqué ce renversement, ses effets sont exacerbés par les conflits armés dans certains pays et par les répercussions de plus en plus graves du changement climatique dans le monde. La croissance économique mondiale devrait ralentir de 5,2 % en 2020, baisse la plus forte en huit décennies. Le choc pourrait laisser des séquelles durables dans des domaines tels que l'investissement, les envois de fonds, les compétences et la santé des millions de personnes aujourd'hui sans emploi, les acquis scolaires (suite à la fermeture des écoles) et les chaînes d'approvisionnement (Banque mondiale 2020c).

Ce rapport présente de nouvelles données montrant que la crise réduit considérablement le revenu et la qualité de vie des personnes déjà pauvres, tout en appauvrissant des dizaines de millions de personnes de plus qui peuvent être différentes de ces pauvres dans des domaines importants pour les mesures à prendre. Les nouveaux pauvres sont plus susceptibles de vivre en milieu urbain que les personnes qui souffrent de pauvreté chronique, et de travailler en dehors de l'agriculture dans des secteurs tels que les services informels, le bâtiment et l'industrie manufacturière. La nouvelle analyse présentée dans le rapport montre que la crise a rapidement réduit la prospérité partagée et menace de creuser durablement les écarts de revenu dans de nombreux pays, ce qui réduirait la mobilité sociale à long terme et empêcherait la reprise d'une croissance sans exclus.

Ces constatations demandent des mesures d'urgence. Si la parade mondiale ne permet pas d'aider les populations pauvres et vulnérables dès maintenant, les pertes qu'elles ont subies jusqu'ici pourraient être éclipsées par les pertes futures. Nous ne devons pas baisser les bras. Cela signifie naturellement qu'il faut enrayner la propagation du virus, mais c'est loin d'être suffisant pour réussir à long terme. Alors que les efforts faits pour endiguer la pandémie et ses retombées économiques s'intensifient, il est impératif de relancer le programme de développement interrompu dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Pour dépasser les

difficultés actuelles, il s'agit d'affronter la crise économique provoquée par la pandémie avec des moyens à la hauteur de cette crise. Ce faisant, les pays peuvent également jeter les bases nécessaires pour relever les défis du développement à long terme, à savoir favoriser une croissance solidaire, l'accumulation de capital et la prévention des risques, notamment ceux liés aux conflits et au changement climatique.

Les stratégies adoptées doivent prendre en compte l'évolution du profil de la pauvreté

Les conclusions des études sur les nouveaux pauvres ont d'importantes incidences stratégiques, notamment pour ce qui est de mettre en place des programmes de protection sociale et des mesures qui permettent de créer des emplois et de renforcer le capital humain dans la phase de redressement. À l'heure actuelle, bien que le ciblage et la couverture des programmes de protection sociale existants posent des difficultés dans de nombreux pays, il est possible de mobiliser assez rapidement une aide en faveur des ménages pauvres déjà couverts par ces programmes. En revanche, les travailleurs du secteur urbain informel qui sont touchés par les suppressions d'emploi et la baisse des revenus, ainsi que les groupes tels que les travailleurs migrants saisonniers et les réfugiés, risquent de ne pas être couverts par les mesures d'urgence mises en place.

Pour protéger les ménages contre les conséquences de la pandémie, il faut des politiques et des programmes qui s'adressent à tous les pauvres, actuels et nouveaux. Les programmes de protection sociale devront utiliser des mécanismes de ciblage et de soutien novateurs, notamment pour atteindre les travailleurs du secteur informel en milieu urbain comme rural (Sánchez-Páramo 2020, Bowen et al. 2020). Les pays s'emploient à relever ce défi. Ainsi, le Kenya a réaffecté à la lutte contre le coronavirus tous les crédits budgétaires alloués aux organismes publics pour les voyages intérieurs et internationaux et a alloué au soutien en faveur des groupes vulnérables, notamment dans les zones urbaines, jusqu'à 2 milliards de shillings kényans (20 millions

de dollars) issus de la lutte contre la corruption⁴. L'Afghanistan a lancé un programme d'aide en faveur des pauvres des zones urbaines et rurales. Le programme, qui représente 1,6 % du PIB, apportera une aide aux ménages ayant un revenu inférieur ou égal à 2 dollars par jour (montant deux fois plus élevé que le seuil de pauvreté national), soit environ 90 % des ménages afghans. Les ménages ruraux recevront l'équivalent de 50 dollars de produits d'hygiène, tandis que les ménages urbains recevront une aide en espèces et en nature équivalant à 100 dollars, en deux tranches⁵.

À mesure que la reprise s'accélère, les pays devront également prendre en compte le nouveau profil de la pauvreté et de la vulnérabilité lorsqu'ils investissent dans la création d'emplois. Ils pourraient envisager d'octroyer des subventions salariales et autres subventions aux entreprises pour minimiser les licenciements, accorder des exonérations fiscales et des subventions aux micro et petites entreprises, et mettre en place des programmes de promotion active de l'emploi pour faciliter la reconversion des travailleurs qui ont perdu leur emploi (Hill et Narayan 2020). Les 2,5 millions de petites et moyennes entreprises du Bangladesh représentent quelque 20 % du PIB national. Le programme de relance annoncé par le gouvernement bangladais en avril versera 2,3 milliards de dollars d'aide aux PME pour leurs fonds de roulement, à des taux d'intérêt subventionnés par l'État. Le gouvernement a également lancé un programme de prêts à taux réduit pour couvrir les salaires des travailleurs dans l'industrie du prêt-à-porter lourdement touchée par la crise⁶.

La lutte contre la pauvreté doit prendre en compte les « points chauds » en ce qui concerne les conflits, le changement climatique et la pandémie de COVID-19

Dans les années à venir, les effets persistants de la pandémie, les nouveaux conflits et la « dette des conflits anciens », ainsi que le changement climatique, continueront

d'influencer la répartition géographique des populations vivant sous le seuil de pauvreté absolue ou presque. De plus en plus, les mesures visant à éliminer la pauvreté et à atténuer ses effets devront être concentrées sur les zones caractérisées par la convergence de deux de ces facteurs, ou des trois à la fois dans certains cas.

À l'heure actuelle, les pays dans lesquels une part importante de la population pauvre vit dans des régions marquées par des conflits récents ou passés et des risques élevés d'inondation sont le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Libéria et le Népal. Dans ces situations difficiles, le relèvement après la crise et la réduction de la pauvreté nécessiteront des approches spécialement adaptées et il faudra trouver la solution optimale dans chaque cas. Il s'agit donc de réaliser des études ciblées pour préciser les liens entre la pauvreté, les conflits, les risques d'inondation et les autres phénomènes associés au changement climatique — notamment les températures extrêmes, la prévalence des maladies à transmission vectorielle et autres maladies, et la sécurité alimentaire, entre autres.

Les pays prennent des mesures innovantes et apprennent en avançant

Divers pays à travers le monde ont lancé des initiatives courageuses pour faire face à la pandémie de COVID-19, tout en s'attachant à relever les autres défis persistants que pose le développement. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer rigoureusement l'efficacité de ces initiatives, les premiers résultats obtenus peuvent guider les efforts futurs. Les mesures mises en place doivent porter sur de multiples secteurs, compte tenu des effets généralisés de la pandémie.

Par exemple, l'Indonésie a pris des mesures énergiques pour réduire les coûts humains et économiques de la pandémie. Le pays a notamment lancé quatre séries de mesures budgétaires depuis mars 2020, y compris, au début du mois de juin, un programme représentant 4,2 % du PIB. Ces efforts ont essentiellement consisté à

renforcer les moyens d'action du secteur de la santé contre la pandémie ; à renforcer les programmes de protection sociale et à élargir la couverture des allocations de chômage, notamment aux travailleurs du secteur informel ; à abaisser les impôts des particuliers et dans le secteur du tourisme ; et à réduire l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 25 % à 22 % en 2020–21 puis à 20 % en 2022. Des capitaux ont également été alloués pour renflouer les entreprises publiques, financer les garanties de crédit et accorder des prêts de restructuration aux micro-, petites et moyennes entreprises.

Les crises peuvent aussi créer des possibilités, et certains pays profitent de la reprise pour accélérer les réformes réglementaires et accroître les investissements dans les technologies numériques. En Équateur, aux Philippines et en Ouganda, par exemple, les réformes adoptées dans ces domaines ont facilité l'accès au crédit, permis d'accroître le soutien logistique aux petites et moyennes entreprises, et sensibilisé les travailleurs aux possibilités d'emploi.

Certains pays ont dû faire face à la pandémie en même temps qu'ils étaient dévastés par des catastrophes naturelles de grande ampleur telles que des cyclones. Dans des pays comme l'Inde et Vanuatu, les lois sur la gestion des risques et les dispositifs de gouvernance ont permis aux responsables de prendre des mesures d'urgence et de gérer la riposte non seulement aux tempêtes tropicales mais également aux effets non pharmacologiques de la pandémie de COVID-19 (Kishore 2020).

De nombreux pays ont un défi pratique à relever, à savoir fournir une aide monétaire à ceux qui en ont le plus besoin, comme par exemple des allocations sociales aux travailleurs qui viennent de perdre leur emploi. Les paiements ou transferts monétaires directs de l'État aux particuliers sont plus rapides, plus exacts et moins coûteux que les virements électroniques. La pandémie a déjà conduit le Chili, le Pérou, la Thaïlande et plus de 50 autres pays à développer leurs systèmes de transferts monétaires aux particuliers (Rutkowski et al. 2020).

Il y a des enseignements à tirer des mesures d'urgence et du développement à long terme

Les mesures prises pour relever le triple défi que posent la pandémie, les conflits et le changement climatique doivent prendre en compte l'expérience passée et les enseignements tirés des récentes évaluations des interventions complexes en matière de développement. Quatre domaines dans lesquels les enseignements à tirer se recoupent pourraient être particulièrement importants pour coordonner l'action à mener face aux problèmes actuels du développement.

1. *Supprimer le clivage entre volonté politique et réalisation des objectifs visés.* Les récentes études consacrées au développement donnent un nouvel éclairage sur un problème de longue date qui concerne également la riposte face à la pandémie de COVID-19 : pour relever les défis difficiles, il est essentiel d'adopter des politiques judicieuses mais ce n'est pas suffisant. Lorsqu'il est particulièrement difficile de répondre aux besoins des populations les plus pauvres, il est impératif que les dirigeants soient fermement résolus à garantir la responsabilité politique et le soutien financier, à mettre en place de solides systèmes de mise en œuvre (Page et Pande 2018) et à prévoir des dispositifs d'aide complémentaires (par exemple, les enfants sous-alimentés auront du mal à apprendre même dans les écoles bien équipées ; ils pourraient donc avoir besoin d'une aide alimentaire). Des études récentes montrent que les capacités de mise en œuvre dans la plupart des pays à faible revenu stagnent ou diminuent depuis quelque années (Andrews, Pritchett et Woolcock 2017 ; Pritchett 2020). Il faut s'attacher plus sérieusement à faire les « bons choix politiques » mais aussi et surtout à renforcer les capacités des systèmes administratifs chargés de concrétiser ces choix.
2. *Promouvoir l'apprentissage et améliorer les données.* Face à l'incertitude sans précédent suscitée par la pandémie dans les

domaines scientifique, organisationnel et sociétal, les gouvernements et leurs partenaires doivent apprendre — très rapidement — à définir, mettre en œuvre et reproduire à plus grande échelle des moyens d'action efficaces dans chaque contexte. L'expérience acquise en matière de développement peut apporter des éléments d'information sur les approches prometteuses et les pièges classiques à éviter. Il est donc important de rester ouvert aux réponses innovantes, d'où qu'elles viennent, et de les partager. De fait, les différentes stratégies d'intervention et de relèvement qui se dessinent aujourd'hui à travers le monde produiront de vastes quantités de données et de multiples possibilités d'apprentissage. En général, le manque de données crée des doutes dans l'esprit du public, freine le progrès scientifique et empêche d'appliquer des politiques de développement solides et ancrées dans la réalité. Si elles sont dûment recueillies et traitées, les données sur la réponse à la crise du coronavirus peuvent aider à redresser rapidement le tir face à la pandémie et à agir à l'avenir en connaissance de cause face aux grands problèmes de développement. Des données accessibles et de qualité sont un bien public qui revêt une importance encore plus grande en temps de crise.

3. *Investir dans la préparation et la prévention.* La pandémie de COVID-19, les conflits armés et le changement climatique soulignent la nécessité d'investir dans des programmes globaux de préparation et de prévention, au niveau national et international. Les organismes multilatéraux, notamment la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophe et le relèvement, interviennent déjà dans ce domaine. Un bel exemple de coopération internationale en matière de préparation aux catastrophes est le système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien (Indian Ocean Tsunami Warning and Mitigation System - IOTWMS). Suite au tremblement de terre et au tsunami qui ont ravagé la région en 2004, l'Australie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ont

décidé de créer leurs propres centres d'alerte mais ont initialement eu du mal à coordonner leurs travaux. Après plusieurs années de négociations politiques, de problèmes techniques et d'efforts communs, l'IOTWMS est devenu pleinement opérationnel en 2013. Depuis le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, des systèmes d'alerte régionaux ont également été mis en place dans le bassin méditerranéen et dans les Caraïbes. La coopération et la coordination sont aussi des tâches cruciales pour les organismes régionaux comme le Programme de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies (en Afrique occidentale et centrale) et le projet de réseau de laboratoires de santé publique en Afrique de l'Est (Wetzel 2020) — surtout si les effets de la pandémie perdurent ou en cas de flambées périodiques.

4. *Renforcer la coopération et la coordination.* La coopération et la coordination sont essentielles, non seulement pour améliorer les bases empiriques de l'élaboration de politiques, mais aussi pour promouvoir la solidarité sociale dans les pays et les populations touchés et garantir que les décisions de leurs gouvernements sont fiables et dignes de confiance. La réponse des pays et des autorités locales à la pandémie de COVID-19 a mis en lumière des écarts frappants dans le niveau de coopération et de coordination — certains ont mené une action collective résolue dès le départ, tandis que d'autres ont hésité ou nié l'existence d'une menace jusqu'à ce que la pandémie atteigne un stade très avancé. Le Viet Nam est l'un des rares pays qui a, malgré cette incertitude inhérente, publié des informations claires et régulières dès le début, coupant court aux « fausses informations », aux théories du complot et à la désinformation (Ravallion 2020). Même lorsque les experts scientifiques et les dirigeants politiques conviennent d'une stratégie crédible de lutte contre la pandémie, leur approche ne peut être efficace que si la population observe les règles et est prête à faire des sacrifices. Bien que les effets de la pandémie varient selon les groupes sociaux, le fait que *tous* soient touchés est pour les dirigeants une occasion

de promouvoir un sentiment d'inclusion sociale et de volonté collective qui pourrait avoir des retombées positives bien au-delà de la crise.

Aucun pays ne peut à lui seul surmonter, et encore moins prévenir, le type de crise auquel le monde est aujourd'hui confronté. À l'avenir, la préparation, la prévention et l'intervention des pays face aux crises devront être globales et collectives. Il est possible d'effacer le revers de fortune aussi massif que celui provoqué par la pandémie. On l'a fait à maintes reprises dans le passé, en relevant des défis considérés à l'époque comme insurmontables — éradiquer la variole, mettre fin à la Seconde Guerre mondiale, résorber le trou dans la couche d'ozone — et on le fera encore à l'avenir. Cette crise mondiale marque aussi un tournant historique. Pour surmonter les obstacles au développement, grands ou petits, le monde doit s'engager à promouvoir la coopération et la coordination au sein des pays et entre eux. Nous devons nous engager à travailler ensemble, et à mieux collaborer, dans une perspective à long terme.

Notes

1. « Policy Responses to COVID-19, Policy Tracker: Peru », Fonds monétaire international, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#P>.
2. Estimations du 6 août 2020. « Profiles of the New Poor due to the COVID-19 Pandemic », Note d'information, 6 août, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/Profiles-of-the-new-poor-due-to-the-COVID-19-pandemic>.
3. Cette estimation est préliminaire et n'a qu'une valeur indicative car les méthodes adoptées dans Corral et al. (2020) visent à surmonter le problème du manque de données dans les pays FCS et ne sont pas entièrement comparables avec les méthodes de prévision de l'impact de la pandémie de COVID-19 adoptées dans le présent rapport. Des études supplémentaires sont nécessaires pour réajuster les prévisions concernant la proportion de

pauvres vivant dans des situations de fragilité et de conflit dans le monde pendant les dix années suivant la pandémie.

4. « Country Policy Responses », Organisation internationale du Travail, Genève, <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/country-responses/lang--en/index.htm#KE>.
5. « Policy Responses to COVID-19 », Fonds monétaire international, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.
6. « Country Policy Responses », Organisation internationale du Travail, Genève, <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/country-responses/lang--en/index.htm#BD>; « EU to provide €113m as wages for 1m RMG workers in Bangladesh », Dhaka Tribune, 2 juin 2020, <https://www.dhakatribune.com/business/2020/06/02/eu-to-provide-97m-for-1m-rmg-workers-wages-for-3-months>.

Bibliographie

- Andrews, Matt, Lant Pritchett, and Michael Woolcock. 2017. *Building State Capability: Evidence, Analysis, Action*. New York: Oxford University Press.
- Bowen, Thomas, Carlo Del Ninno, Colin Andrews, Sarah Coll-Black, Ugo Gentilini, Kelly Johnson, Yasuhiro Kawasoe, Adea Kryeziu, Barry Maher, and Asha Williams. 2020. "Adaptive Social Protection: Building Resilience to Shocks." Washington, DC: World Bank.
- Corral, Paul, Alexander Irwin, Nandini Krishnan, Daniel Gerszon Mahler, and Tara Vishwanath. 2020. *Fragility and Violence: On the Front Lines of the Fight against Poverty*. Washington, DC: World Bank.
- Galea, Sandro, Raina M. Merchant, and Nicole Lurie. 2020. "The Mental Health Consequences of COVID-19 and Physical Distancing: The Need for Prevention and Early Intervention." *Journal of the American Medical Association (JAMA): Internal Medicine* 180 (6): 817–18.
- Hallegatte, Stéphane, Mook Bangalore, Laura Bonzanigo, Marianne Fay, Tamaro Kane, Ulf

- Narloch, Julie Rozenberg, David Treguer, and Adrien Vogt-Schilb. 2016. *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty*. Climate Change and Development Series. Washington, DC: World Bank.
- Hill, Ruth Vargas, and Ambar Narayan. 2020. "How is COVID-19 Likely to Affect Inequality? A Discussion Note." Unpublished report, World Bank, Washington, DC.
- Kishore, Kamal. 2020. "Managing Tropical Storms during COVID-19: Early Lessons Learned and Reflections from India." *World Bank Blogs: Development and a Changing Climate*, July 27. <https://blogs.worldbank.org/climatechange/managing-tropical-storms-during-covid-19-early-lessons-learned-and-reflections-india>.
- Lakner, Christoph, Daniel Gerszon Mahler, Mario Negre, and Espen Beer Prydz. 2020. "How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty?" *Global Poverty Monitoring Technical Note 13* (June), World Bank, Washington, DC.
- Masih, Niha. 2020. "How a Packed Slum in Mumbai Beat Back the Coronavirus, as India's Cases Continue to Soar." *Washington Post*, July 31, 2020.
- Mueller, Hannes, and Chanon Techasunthornwat. 2020. "Conflict and Poverty." Background paper for this report, World Bank, Washington, DC.
- Muñoz-Boudet, Ana María, Antra Bhatt, Ginette Azcona, Jayne Jungsun Yoo, and Kathleen Beegle. 2020. "A Global View of Poverty, Gender, and Household Composition." World Bank, Washington, DC.
- Page, Lucy, and Rohini Pande. 2018. "Ending Global Poverty: Why Money Isn't Enough." *Journal of Economic Perspectives* 32 (4): 173–200.
- Pritchett, Lant. 2020. "Trends in State Capability, 1996–2018: An Update of National Indicators." Background paper for this report, World Bank, Washington, DC.
- Ravallion, Martin. 2020. "Pandemic Policies in Poor Places." CGD Note (April 24), Center for Global Development, Washington, DC.
- Rentschler, Jun Erik Maruyama, and Melda Salhab. 2020. "People's Exposure to Flooding and Poverty." Background paper for this report, World Bank, Washington, DC.
- Rutkowski, Michal, Alfonso Garcia Mora, Greta L. Bull, Boutheina Guerhazi, and Caren Grown. 2020. "Responding to Crisis with Digital Payments for Social Protection: Short-Term Measures with Long-Term Benefits." *World Bank Blogs: Voices*, March 31. <https://blogs.worldbank.org/voices/responding-crisis-digital-payments-social-protection-short-term-measures-long-term-benefits>.
- Sánchez-Páramo, Carolina. 2020. "The New Poor Are Different: Who They Are and Why It Matters." *World Bank Blogs: Let's Talk Development*, August 13. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/new-poor-are-different-who-they-are-and-why-it-matters>.
- Siwatu, Gbemisola Oseni, Amparo Palacios-Lopez, Kevin Robert Mcgee, Akuffo Amankwah, Tara Vishwanath, and M. Abdul Kalam Azad. 2020. "Impact of COVID-19 on Nigerian Households: Baseline Results." World Bank, Washington, DC.
- UN Women. 2020. "COVID-19 and Ending Violence against Women and Girls." UN Women, New York.
- Wetzel, Deborah. 2020. "Pandemics Know No Borders: In Africa, Regional Cooperation is Key to Fighting COVID-19." <https://blogs.worldbank.org/africacan/pandemics-know-no-borders-africa-regional-collaboration-key-fighting-covid-19>.
- Wieser, Christina, Alemayehu Ambel, Tom Bundervoet, and Asmelash Haile. 2020. "Monitoring COVID-19 Impacts on Households in Ethiopia: Results from a High-Frequency Phone Survey of Households." World Bank, Washington, DC.
- World Bank. 2016. *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2018a. *Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2018b. "The Human Capital Project." World Bank, Washington, DC.
- World Bank. 2020a. "Results of Mongolia COVID-19 Household Response Survey." World Bank, Washington, DC.
- World Bank. 2020b. "Economic and Social Impacts of COVID-19: June 2020 Update from Listening to the Citizens of Uzbekistan." World Bank, Washington, DC.
- World Bank. 2020c. *Global Economic Prospects, June 2020*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2020d. "Human Capital in the Time of COVID-19: The Human Capital Index 2020 Update." Washington, DC: World Bank.

Cette édition du rapport biennal sur la **Pauvreté et la prospérité partagée** donne à réfléchir. La pandémie de COVID-19 (coronavirus) et ses ravages économiques, aggravés par les effets des conflits armés et du changement climatique, ont réduit à néant les progrès accomplis à grand prix dans la réduction de la pauvreté et le partage de la prospérité. Après un recul régulier pendant plus de 20 ans, la lutte contre la pauvreté enregistre aujourd'hui sa pire régression. À moins d'une action massive, rapide et soutenue, il sera encore plus difficile d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030, objectif qui était déjà compromis avant la pandémie, et de promouvoir une prospérité partagée en accroissant le revenu des deux quintiles les plus pauvres de la population dans tous les pays.

Le **Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Revers de fortune** présente de nouvelles estimations des effets de la pandémie sur la pauvreté dans le monde et la prospérité partagée. Les nouvelles données tirées d'enquêtes auprès des intervenants de première ligne et de simulations économiques montrent que les populations déjà pauvres et vulnérables sont les premières victimes des suppressions d'emploi et du marasme causés par la pandémie à travers le monde, qui modifie également le profil de la pauvreté en créant des millions de « nouveaux pauvres ». Les analyses inédites présentées dans le rapport montrent que les nouveaux pauvres sont plus urbanisés, mieux éduqués et moins susceptibles de travailler dans le secteur agricole que ceux qui vivaient dans l'extrême pauvreté avant la pandémie. Le rapport présente également de nouvelles estimations des effets cumulatifs des conflits et du changement climatique. Ces résultats sont importants pour définir des politiques visant à protéger la vie et les moyens de subsistance. Il montre que certains pays prennent des mesures pour sortir de la crise et protéger les plus vulnérables tout en favorisant une reprise durable.

Ces constatations demandent des mesures d'urgence. Si la parade mondiale ne permet pas d'aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables dès maintenant, les pertes qu'elles ont subies jusqu'ici pourraient être éclipsées par les pertes futures. Pour gagner le combat à long terme, il ne suffit pas d'enrayer la propagation du virus. Alors que les efforts faits pour endiguer la pandémie et ses retombées économiques s'intensifient, il est impératif de relancer le programme de développement interrompu dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Pour surmonter les difficultés actuelles, il s'agit d'affronter la crise économique provoquée par la pandémie avec une détermination à la hauteur de cette crise. Ce faisant, les pays peuvent également jeter les bases nécessaires pour relever les défis du développement à long terme, à savoir favoriser une croissance solidaire, l'accumulation de capital et la prévention des risques, notamment ceux liés aux conflits et au changement climatique.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site worldbank.org/psp.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE